

LES COLLEGUES DANS L'ACTION ET DANS LA GREVE POUR ENFONCER LES PORTES DE LABEGE ET OUVRIR CELLES DES REVENDICATIONS !!!

Le 2 mars, plus de 500 collègues venus de plusieurs départements : Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Ariège, Aveyron, Tarn, Tarn et Garonne, Gers, Gard, Hérault... étaient présents à DIAGORA Labège pour faire entendre leurs revendications à M.PARINI.

En Aveyron, l'appel à la grève de la CGT a été suivie à 23 % dans les PNC avec 7 postes fermés, alors que la TG, qui subira de plein fouet la DLU, s'est distinguée par un 0 pointé ! Nous déplorons l'absence de FO et du SNUI en Aveyron malgré les appels de la CGT, alors que dans la plupart des départements une intersyndicale a manifestement permis d'amplifier l'action.

Tôt le matin, les généraux de l'armée mexicaine de la DGFIP étaient sur le pied de guerre pour tenter de faire tomber la colère des agents.

L'heure n'était plus à un dialogue social bafoué, mais à la lutte !

A partir de 9h00, M PARINI s'est rendu sur l'esplanade pour aller à la rencontre des agents pour servir la propagande habituelle.

Dans ce premier tour de chauffe, PARINI n'a répondu à aucune des revendications posées.

Le staff de PARINI n'avait vraisemblablement pas daigné regarder les cahiers revendicatifs déposés par la CGT pour chacun des départements.

Lors de cette première prise de parole, Philippe PARINI n'aura convaincu ni les personnels ni les élus venus soutenir les personnels en lutte.

Les élus présents ont soutenu la lutte et dénoncé la RGPP :

Deux parlementaires toulousaines :
Cathy LEMORTON, Martine
MARTINEL, le sénateur Jean-Jacques
MIRASSOU, la mairie de Toulouse,
l'adjointe au maire de Villefranche-de-
Lauragais Chantal PICARD-SIRUGUE

Directeurs ou Vigiles ?

Malgré le barrage et le zèle hardi de certains directeurs régionaux et départementaux, les personnels ont envahi la hall pour avoir des réponses claires.

La CGT juge par ailleurs inadmissible les menaces, les intimidations et les gestes déplacés de certains Directeurs à l'égard de collègues. Il va falloir que ces messieurs se calment !!!

Au cours de cette nouvelle prise de paroles, PARINI s'est engagé sur les points suivants :

- Pas de fermeture de trésoreries sur les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées
- La réponse sur les moyens de fonctionnement a été plus évasive. PARINI a réaffirmé qu'il comblerait les suppressions d'emplois par les applications informatiques, la dématérialisation accrue. *Les agents connaissent déjà les conséquences de ces deux méthodes dans les services : applications déficientes et dématérialisation alibi aux suppressions d'emplois !*
- Les dossiers toulousains ont notamment été abordés :
 - Examen de la révision du périmètre de la zone urbaine sensible pour permettre aux personnels du Mirail et de Basso Cambo de bénéficier de l'allocation spéciale de sujétion.
 - Pas de fermeture du centre des pensions de Toulouse.
 - À porter le dossier d'indemnité de résidence au niveau fonction publique .
 - Revoir l'attribution des emplois pour le Centre Amendes Service.
- À s'occuper de la problématique Hélios. *Il serait bientôt temps !*
- Ne pas appliquer la loi de mobilité au sein de la DGFIP. Il a réaffirmé l'engagement à réaffecter un agent sur son lieu de résidence en cas de restructuration. Sur ce point la contradiction du discours directionnel est patente puisqu'il a été réaffirmé qu'une loi est faite pour s'appliquer.
- Séparation des métiers assiette et recouvrement, sauf pour l'accueil. Là encore, de la théorie à la pratique l'interprétation risque d'être modulable, notamment dans les petits SIP.

Le Directeur Général a également indiqué qu'il apporterait, aux organisations syndicales, des réponses écrites aux revendications qui lui ont été transmises. **Affaire à suivre !**

En revanche, le même dogmatisme sur :

- L'emploi
- les conditions de travail
- la rémunération, la PFR

*D'autres infos, des photos, etc ...
sur le site de la section :
<http://www.tresor.cgt.fr/12/> accessible par
MAGELLAN*

Les personnels mécontents de ce peu de réponses ont décidé d'envahir la salle de réunion du DOS. Après quelques chahuts, PARINI a décidé d'annuler sa réunion.

La Direction Générale doit mesurer la colère et l'exaspération des agents qui bien entendu n'étaient pas venus là pour stigmatiser qui que ce soit mais bien pour exiger l'ouverture sans délais de véritables négociations sur l'ensemble des revendications.

**Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT.
Alors, je me syndique...**

Nom prénom :

Adresse administrative :

eMail :

Grade : Echelon/Indice :

Temps partiel : Date:

Signature, _____

